

Monnaies sociales et complémentaires

Dans divers endroits du monde, il existe déjà des dispositifs alternatifs aux monnaies officielles pour faciliter les échanges de travaux, de services, de produits ou de biens.

Par exemple, la page <https://www.ritimo.org/Monnaies-sociales-complementaires> mentionne :

Monnaies sociales & complémentaires

8 décembre 2011

Les monnaies dites sociales et complémentaires (ou Monnaies Complémentaires Communautaires, MCC) désignent des dispositifs d'échange, des outils de paiement, organisés autour d'une unité de compte spécifique, permettant d'échanger des biens et services et utilisés en complément du système monétaire officiel du pays en question (le dollar, l'euro, etc.). Largement ignorées de la science économique dominante, ces monnaies occupent pourtant une place de choix dans la recherche de modèles économiques alternatifs, et attirent de plus en plus d'intérêt des acteurs locaux. Dans le contexte français, elles s'inscrivent dans la mouvance de l'économie sociale et solidaire, mais il s'agit d'un phénomène à l'échelle mondiale, visible notamment en Amérique du Sud, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie (notamment au Japon). Si les innovations foisonnent, notamment depuis les années 1980, leur impact réel reste encore marginal, que ça soit en termes économiques, sociaux ou environnementaux.

Définition développée

Partout où elles émergent, les sociales et complémentaires s'inscrivent dans une histoire et un contexte particuliers, et le mouvement d'ensemble se caractérise par une diversité foisonnante. D'après certaines estimations, il y aurait dans les années 2000 plus de 4000 dispositifs de ce type à l'échelle mondiale [1], mais ce chiffre est à prendre avec beaucoup de précaution, vu l'absence de données fiables. Par exemple l'enquête de l'économiste Jérôme Blanc sur la période de 1988-1996 a répertorié 465 monnaies dans 135 pays différents [2]. Cette diversité va au-delà des monnaies sociales et complémentaires : celles-ci ne sont en réalité qu'une partie d'une catégorie plus large, celle des « monnaies parallèles », où on retrouve également des dispositifs mis en place par les entreprises (cartes de fidélité, différentes sortes de « points » gagnés, etc.) dans un but strictement commercial, notamment pour fidéliser leurs clients. Comme ces dernières, les monnaies sociales et complémentaires circulent en parallèle de la monnaie principale du pays donné, en la complétant mais sans vouloir la remplacer. Ce qui distingue les deux groupes, ce sont les objectifs assignés aux monnaies et les motivations de leurs promoteurs : les monnaies sociales et complémentaires poursuivent des objectifs d'ordre social : cohésion territoriale, renforcement du lien social, relocalisation des échanges locaux, sobriété énergétique, consommation responsable, etc.

Ces objectifs sociaux peuvent s'appuyer sur des outils techniques différents : billets physiques ou transactions électroniques, monnaie locale ou monnaie-temps, systèmes d'échange locaux... Quelle que soient leurs modalités concrètes, explique l'économiste Marie Fare, « toutes ces monnaies ont pour caractéristique essentielle d'être restreintes dans leur usage, qu'il s'agisse d'une frontière territoriale ou d'un groupe spécifique d'utilisateurs. Cette limite représente une contrainte mais offre aussi, en retour, trois effets potentiellement positifs au regard du développement soutenable :

- relocalisation des activités ;
- stimulation des échanges locaux ;
- changement des comportements individuels [3] ».

Soulignant le lien entre monnaie, emploi et crédit, Bernard Lietaer vante les mérites du WIR qui, selon James Stodder, est un facteur explicatif de la stabilité de l'économie suisse, de par sa capacité de résilier face aux mouvements financiers mondiaux [4]. Qu'elles soient comptabilisées sur la base du temps horaire (« banques du temps » en Italie, Time dollar en Amérique du Nord), ou pour financer des prestations non couvertes par l'Assurance maladie (Fureai Kippu au Japon) ou dans le cadre d'échanges locaux (LETS, SEL, projet SOL, etc.), elles font preuve d'une réelle utilité sociale, voire écologique (Voir le cas du Projet Interreg Européen pour une monnaie de réduction carbone, avec les villes de Breme, Bristol, Bruxelles et Dublin). Certaines d'entre elles (Chiengauer en Bavière) sont des monnaies fondantes appelées encore monnaies franches [5], qui sont périssables dans la mesure où elles se déprécient si elles sont thésaurisées et qu'elles ne circulent pas dans le cadre d'échanges.

S'inscrivant à l'encontre de l'utopie d'une suppression de l'outil monétaire, qui omet son rôle de vecteur des échanges et d'instrument de médiation sociale, les monnaies sociales et complémentaires véhiculent ainsi une autre approche de l'économie : la monnaie et le système monétaire doivent répondre aux besoins de la société, et les objectifs économiques doivent être subordonnés aux objectifs sociaux et/ou environnementaux.

Face à la compétence régalienne des États de battre la monnaie (constitutive de la souveraineté), les monnaies complémentaires supposent donc une véritable révolution des mentalités et sont, comme l'évoque Jérôme Blanc « une invite à une révision critique du concept de monnaie [6] ». Raison qui amène également Pierre Calame, dans la réflexion sur l'économie, à invoquer « le droit de créer des monnaies locales et la possibilité de paiement partiel des impôts locaux en monnaies locales [7] ».

Exemples

Parmi les monnaies complémentaires en circulation, on peut citer :

- le *WIR* Suisse, qui serait utilisé par près d'une PME sur cinq ;
- le *Ithaca Hours* (créée en 1997 à Ithaca, État de New York) ou le *Time dollar* : on signalerait l'existence de plus de 400 réseaux de la sorte en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) ;
- au Japon, le *Fureai Kippu* ou le *Yamato Love* (Local Value Exchange, initié par la mairie de la ville de Yamato où un tiers des habitants utilisent ce système de monnaie complémentaire, chacun créant son propre sous-système à partir d'une carte à puce qui permet de comptabiliser et d'effectuer les échanges) [8] ;
- en Allemagne, le *Chiengauer* et le *Roland*, ou encore le *Regio* (RegioNetzwerk, avec 28 systèmes locaux opérationnels et 35 autres en formation).

Le CS en Uruguay : *Circuito de Crédito Comercial*, une monnaie alternative développée en Uruguay afin de soutenir le développement des PME et dans une perspective de relocalisation de l'économie.

- les *SOL*, comme le *SolViolette* à Toulouse [9],
- le *Banco Palmas* dans le Nord-est du Brésil,
- Etc.

Parmi d'autres projets de monnaies complémentaires ou parallèles :

- le *Terra TRC* (*Trade Reference Currency*), projet sur lequel travaille Bernard Lietaer, « conçu pour fonctionner à l'échelle mondiale, réservé à des transactions multimillionnaires entre grandes entreprises. Le Terra « est une monnaie complémentaire dont l'objectif spécifique est d'encourager les entreprises à penser à long terme [10] » et qui « a la caractéristique de s'appuyer sur un panier de ressources en matière première afin d'éviter le décollage par rapport à l'économie réelle [11] » ;
- les systèmes envisagés dans le cadre du programme européen EQUAL et préconisés dans le Rapport *Reconsidérer la Richesse* de Patrick Viveret ; le *Saber*, la création d'une monnaie favorisant la réduction carbone dans le cadre d'un projet *Interreg* européen, ou encore celui du *WIR* européen ;
- Enfin, le principe de l'*Open Money* ou monnaie libre développé par le français Jean-François Noubel et le Canadien Michael Linton, qui repose sur une question en apparence simple : pourquoi chacun n'aurait-il pas le droit d'inventer sa monnaie ?

Historique de la définition et de sa diffusion

Sur le plan théorique, ce débat concerne le rôle de la monnaie (et de la création monétaire) dans l'économie. Pour l'économie néoclassique (la théorie « quantitative » de la monnaie), la monnaie est un intermédiaire neutre aux échanges, un bien particulier qui facilite les échanges mais qui n'y intervient pas. Pour les critiques de cette théorie, la monnaie est au contraire un outil à la fois malléable et puissant, dont l'impact sur l'économie réelle est profond : différents systèmes monétaires façonnent différemment le comportement des agents économiques et donnent lieu à des formes d'échanges différents. Aussi Bernard Lietaer, un des principaux promoteurs des monnaies sociales et complémentaires aujourd'hui, affirme-il que « l'effet du type d'argent utilisé n'est pas neutre ni sur la transaction, ni sur la relation entre les utilisateurs [12] ; par exemple, il n'est pas neutre pour l'économie réelle que « Moins de 5% des échanges quotidiens sur les marchés financiers correspondent à des biens et services réels [13] ».

Ce courant critique parmi les économistes, qui inspire souvent les promoteurs des monnaies sociales et complémentaires, remonte à Silvio Gesell et son ouvrage *L'ordre économique naturel* [14]. Gesell retrace les trois fonctions de la monnaie – moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur – et observe les contradictions qui émergent lorsque la même monnaie est utilisée pour stimuler les activités (faciliter la production et les échanges) et pour accumuler des réserves de valeur (l'épargne qui cherche tantôt un retour sur capital maximal, tantôt la sécurité).

Formulée par Gesell au début du XIXe siècle, cette analyse trouverait sa démonstration avec la Grande dépression et résonnerait dans la Théorie générale de John Maynard Keynes, malgré les critiques de ce dernier à l'égard de l'auteur de l'ordre économique naturel. En temps de crise économique, la préférence à liquidité réduit la circulation de la monnaie (réduction des crédits par les banques préférentiellement à vue des épargnants) et étouffe encore l'économie réelle. La solution proposée par Gesell consiste à séparer les deux fonctions en créant une monnaie « fondante » (qui prend une partie de sa valeur de façon programmée, incitant les acteurs à la dépenser et lieu d'accumuler les réserves), dédiée uniquement à stimuler les échanges. De cette distinction fondamentale découle l'idée d'une pluralité des monnaies qui est à la base des projets de monnaies sociales et complémentaires, qu'ils soient ou non inspirés des travaux de S. Gesell.

Utilisations et citations

La pluralité monétaire ne commence pourtant pas avec S. Gesell ; historiquement, c'est la pluralité et la complémentarité, et non une monnaie unique contrôlée par l'Etat central, qui est la règle. Pourtant, observe Jérôme Blanc, « nos économies contemporaines fonctionnent généralement sur la base d'un principe d'exclusivité monétaire nationale, au sens où, dans un État contemporain quelconque, la monnaie doit généralement être :

- unique car elle ne relève que d'une seule autorité et l'ensemble des instruments monétaires dérive de cette autorité ;
- exclusive car on lui confie le rôle de pouvoir d'achat généralisé et elle est la seule à posséder ce rôle. Elle est ainsi censée couvrir la totalité du champ des pratiques monétaires internes au territoire considéré,

et propre à l'État dans le territoire duquel elle circule, au sens où l'autorité monétaire en question est l'État lui-même [15] ».

Les monnaies parallèles, qu'elles soient sociales ou autres, viennent bousculer ce principe ; d'où les controverses dont elles font l'objet. Si l'histoire moderne a vu l'instauration du monopole des Etats (ou plutôt du système bancaire formé par les banques privées et la banque centrale) sur la création monétaire, le thème de la pluralité monétaire est revenu dans les années 1920, dans le sillage de la Grande dépression. Les années d'entre-deux-guerres donneraient ainsi lieu à une série d'expérimentations monétaires dans le but de relancer l'économie locale. De cette première génération des monnaies complémentaires, ne reste aujourd'hui que la monnaie suisse WIR, utilisée actuellement par environ 60 000 PME suisses. Son intérêt principal est de fournir aux entreprises l'accès au crédit lorsque le système bancaire traditionnel le leur refuse : « Confrontées au resserrement du crédit et à la crise de liquidité, les PME suisses augmentent leurs transactions en WIR ; lorsque la conjoncture s'améliore, elles reviennent au franc suisse [16] », ce qui explique la capacité de résilience de l'économie suisse. Une nouvelle vague de monnaies sociales et complémentaires commence au début des années 1980 ; Marie Fare parle à cet égard de quatre générations des monnaies. Les deux premières apparaissent dans les années 1980 avec les systèmes d'échange locaux (SEL) et les banques de temps. « Il s'agit de systèmes de crédit mutuel basés sur une unité de compte interne (L) ou sur le temps, donc avec l'heure d'activité comme unité de compte [17] ». Une troisième génération débute en 1991 avec l'Ithaca Hour. « Ces modèles visent à insérer la monnaie sociale dans la consommation quotidienne, et dépendent par conséquent de la participation des entreprises et des commerces locaux. Ils se veulent plus efficaces dans leur gestion et prétendent avoir plus d'impact que les générations précédentes, puisque les échanges ne concernent pas un cercle restreint des adhérents mais un territoire entier. » Le cas le plus connu mondialement est celui la monnaie brésilienne Palmas, lancée à Fortaleza en 2000.

Enfin, une quatrième génération de monnaies sociales a émergé au début des années 2000. « Elle a pour particularité de combiner plusieurs objectifs jusqu'ici demeurés séparés et d'impliquer plusieurs types d'acteurs. La complexité technique de ces projets alourdit leur coût financier et conduit leurs promoteurs à nouer des partenariats avec les collectivités locales, les entreprises, voire les organisations nationales ou internationales – et à expérimenter avant de se lancer à une échelle plus large ». Si les innovations foisonnent [18], notamment depuis les années 1980, leur impact réel reste encore marginal, que ça soit en termes économiques, sociaux ou environnementaux. En termes de volumes échangés, la monnaie suisse WIR reste loin devant toutes les autres. Son volume des échanges s'élevait en 2008 à 1,5 milliards de francs suisses [19], un chiffre très supérieur au poids d'autres monnaies parallèles mais qui reste modique (0,35%) une fois rapporté à la masse monétaire globale.

Notes

[1] Jérôme Blanc, Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, rapport 2005-2006, Paris : Economica, 2006, 547 p. & Marie Fare, Monnaies sociales comme outil du développement soutenable, février 2012, publié sur le site de l'Institut Veblen pour les réformes économiques : <http://veblen-institute.org/Monnaies-sociales-comme-outil-du?lang=fr>

[2] Jérôme Blanc, Les monnaies parallèles : évaluation du phénomène et enjeux théoriques, publié sur le site de l'IRE : http://i-r-e.org/fiche-analyse-219_fr.html ; Version originale publiée dans la Revue d'économie financière, septembre 1998, n°49, pp.81-102

[3] Marie Fare, Op. Cit.

[4] Bernard Lietaer, Créer des monnaies régionales pour traiter la crise globale, séance du 13 mai 2009 à l'École de Paris du management, organisée en collaboration avec l'IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie) et Prospective 2100, Compte rendu rédigé par Yves Dougin : <http://www.i-r-e.org/bdf/docs/bl130509.pdf>

[5] Selon le principe popularisé par l'économiste états-unien Irving Fisher et imaginé avant lui par Silvio Gesell, selon lequel cette monnaie se déprécie à chaque période donnée, si on ne lui applique pas un timbre d'un montant équivalent à la perte

[6] Cf. Jérôme Blanc, Les monnaies parallèles : évaluation du phénomène et enjeux théoriques : <http://www.i-r-e.org/bdf/docs/blancmops1998hal.pdf>

[7] cf. Pierre Calame « essai sur l'économie », Editions Charles Léopold Mayer, février 2009, http://www.i-r-e.org/bdf/docs/annexe_7_aot_avec_intro_agencements_institutionnels_oeconomie.pdf

[8] Bernard Lietaer, Créer des monnaies régionales pour traiter la crise globale, Op.cit.

[9] Sur l'engouement autour du Sol Violette, voir : Sol Violette : quatre fois plus d'utilisateurs que prévu, <http://www.recma.org/node/1546>

[10] Terra economica (revue) N°40, Op. Cit

[11] Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, Op.cit

[12] Bernard Lietaer, 2009, Op.cit.

[13] Chiffres donnés lors de sa conférence à Lille : Mutation mondiale, crise et innovation monétaire, Editions de l'Aube, juin 2008, cité par Patrick Viveret, Reconsidérer la richesse, EDD : <http://encyclopedie-dd.org/encyclopedie/developpement-durable/1-1-de-l-eco-developpement-au-reconsidérer-la-riche.html> ; et « Bernard Lietaer, a pu avancer qu'avant la crise, sur les 3 200 milliards de dollars qui s'échangeaient quotidiennement sur les marchés financiers, seuls 2,7% corresponderaient à des biens et services réels !... » Vive la sobriété heureuse, Avant première de la Leçon inaugurale 2009 de Patrick Viveret in Les défis de l'agriculture au XXIe siècle – Leçons inaugurales du Groupe ESA : www.vintagemaster.com/IMG/pdf/Post3_Les_defis_de_L_agri.pdf ; voir à ce sujet la carte proposée par le Monde Diplomatique : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/speculation>

[14] Gesell, Silvio, L'ordre économique naturel, traduit de l'allemand : Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld, 1911, 8e édition, par Swinne Félix, Marcel Rivière, Paris, 1948

[15] Jérôme Blanc, 1998, Op.cit.

[16] Wojtek Kalinowski (2012), Pluralité monétaire et stabilité économique : l'expérience suisse, Institut Veblen pour les réformes économiques, février 2012 : http://veblen-institute.org/IMG/pdf/pluralite_monetaire_et_stabilite_economique_fr_oct_2011.pdf

[17] cette citation et les suivantes sont extraites de Marie Fare, Monnaies sociales comme outil du développement soutenable, février 2012, Op.cit.

[18] Bernard Lietaer déclare ainsi : « lorsque j'ai commencé à m'intéresser à ce phénomène, au début des années 1990, il y avait environ 300 monnaies complémentaires dans le monde, dont le WIR. Il y en a aujourd'hui plus de 5 000 ! ». Cf. Bernard Lietaer, Créer des monnaies régionales pour traiter la crise globale, Op.cit

[19] Gwendolyn Hallsmith & Bernard Lietaer, Creating Wealth : Growing Local Economies with Local Currencies, New Society Publishers, 2011